

REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité-Travail-Progrès

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° **2017-621**/PRN

du 20 juillet 2017

portant création d'un
établissement public à caractère
administratif dénommé « Agence
Nationale pour la Société de
l'Information » (ANSI).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;
- Vu l'ordonnance n° 86-01 du 10 janvier 1986, portant régime général des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte ;
- Vu l'ordonnance n° 86-02 du 10 janvier 1986, déterminant la tutelle et le contrôle des établissements publics, sociétés d'Etat et sociétés d'économie mixte ;
- Vu l'ordonnance n° 99-045 du 26 octobre 1999, portant réglementation des télécommunications et les textes modificatifs subséquents ;
- Vu la loi n° 2011-20 du 08 août 2011 déterminant l'organisation générale de l'administration civile de l'Etat et fixant ses missions ;
- Vu le décret n° 2016-161/PRN du 2 avril 2016, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2016-364/PRN du 13 juillet 2016, portant organisation des services de la Présidence de la République et fixant les attributions de leurs responsables, modifié par le décret n° 2016-569/PRN du 18 octobre 2016 ;
- Vu le décret n° 2016-572/PRN du 19 octobre 2016, portant remaniement des membres du Gouvernement, modifié par le décret n° 2016-622/PRN du 14 novembre 2016 et le décret n° 2017-289/PRN du 18 avril 2017 ;
- Vu le décret n° 2016-623/PRN du 14 novembre 2016, portant organisation du Gouvernement et fixant les attributions des Ministres d'Etat, des Ministres et des Ministres Délégués ;
- Vu le décret n° 2016-624/PM du 14 novembre 2016, précisant les attributions des membres du Gouvernement ;
- Sur rapport du Ministre, Directeur du Cabinet du Président de la République ;

OK
3

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

CHAPITRE PREMIER : DE LA CREATION

Article premier : Il est créé un établissement public à caractère administratif dénommé: « Agence Nationale pour la Société de l'Information », en abrégé « ANSI ».

L'ANSI est investie d'une mission de service public.

L'ANSI est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière.

Elle est placée sous la tutelle technique du Ministre Directeur de Cabinet du Président de la République et sous la tutelle financière du Ministre chargé des Finances.

Article 2 : Le siège de l'ANSI est fixé à Niamey. Il peut être transféré, en cas de besoin, en tout autre lieu du territoire national, sur décision du Conseil d'Administration (CA).

CHAPITRE II : DE LA MISSION ET DES ATTRIBUTIONS

Article 3 : L'ANSI a pour mission la mise en œuvre opérationnelle des stratégies, des programmes et des projets de promotion et de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC), conformément aux orientations définies par le Gouvernement, en relation avec le Ministère en charge du secteur et les autres structures concernées.

A ce titre, elle est chargée de :

- mettre en œuvre la stratégie nationale d'accès universel aux services des TIC ;
- mettre en œuvre la stratégie nationale de gouvernance électronique ;
- assurer le déploiement, l'administration et la sécurité du Réseau Intranet Gouvernemental ;
- assurer la gestion et l'attribution des noms de domaine internet dans le sous-domaine “.gouv.ne” ;
- assurer la gestion du fonds d'accès universel aux services des télécommunications/ TIC ;
- assurer la mise en œuvre du point d'échange internet (Niger-IXP) ;

- veiller à la rationalisation des acquisitions et la gestion du patrimoine informatique et des systèmes d'information de l'Etat ;
- fournir l'assistance et l'expertise technique aux structures étatiques dans les projets de conception et/ou des équipements, des services et des solutions des TIC ;
- contribuer au renforcement des capacités du personnel de l'État en matière des TIC ;
- contribuer à la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire propice au développement des TIC ;
- contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies sectorielles des TIC et à la prise en compte de l'apport des TIC dans toutes les stratégies sectorielles de développement ;
- contribuer à la conception et à la mise en œuvre de la coopération technique en matière des TIC avec les partenaires de l'État ;
- contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan de Développement du Numérique et du Plan d'Aménagement Numérique du territoire ;
- participer avec les autres structures de l'Etat aux instances et rencontres internationales relatives aux TIC.

En outre, l'ANSI effectue toutes autres missions, en rapport avec son objet, à elle confiées par le Gouvernement.

Article 4 : L'ANSI soumet, pour approbation au Ministre Directeur de cabinet du Président de la République, les grandes options stratégiques consignées dans un Plan Numérique de l'Etat après sa validation par le Conseil d'Administration.

CHAPITRE III : DES ORGANES

Article 5 : Les organes d'administration de L'ANSI sont :

- le Conseil d'Administration (CA) ;
- la Direction Générale (DG);
- le Comité d'Etablissement (CE).

CHAPITRE IV : DES RESSOURCES ET DES CHARGES

Article 6 : Les ressources de l'ANSI sont constituées par :

- une dotation budgétaire d'installation ;
- une subvention annuelle de l'Etat ;

- les ressources du fonds d'accès universel aux services des télécommunications ;
- des ressources mises à sa disposition par les partenaires au développement en vertu de conventions et accords conclus par l'Etat ;
- des rétributions versées par les bénéficiaires des services et des prestations fournis par l'ANSI ;
- toute redevance dont le produit est affecté à l'ANSI.

CHAPITRE V : DES DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 7 : L'ANSI est soumise au contrôle de la Cour des Comptes et des autres organes de contrôle de l'Etat.

Article 8 : La réglementation générale relative aux marchés publics s'applique à l'ANSI.

Article 9 : Un ou plusieurs commissaires aux comptes sont nommés par le Conseil d'Administration (CA) pour vérifier les documents comptables, livres et valeurs de l'ANSI en vue de certifier la régularité et la sincérité des états financiers de fin d'exercice.

CHAPITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

Article 10 : les statuts de l'ANSI sont approuvés par décret pris en Conseil des Ministres.

Article 11 : Les biens meubles et immeubles affectés par l'Etat au Haut-Commissariat à l'Informatique et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (HC/I/NTIC) sont transférés à l'ANSI.

Article 12 : En attendant la mise en place effective des organes de l'ANSI, le Haut-Commissariat à l'Informatique et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (HC/I/NTIC) continue à exercer ses attributions.

Article 13 : Sont abrogées, toutes dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment le décret n° 2005-051/PRN/PM du 18 février 2005, portant création du Haut Commissariat à l'Informatique et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication et attributions du Haut Commissaire et le décret n° 2014-139/PRN/MPT/EN du 07 mars 2014, portant attributions, composition, fonctionnement et modalités de gestion de l'organe administratif chargé de la gestion du fonds d'accès universel.

Article 14 : Le Ministre, Directeur de Cabinet du Président de la République et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 20 juillet 2017

Signé : Le Président de la République

ISSOUFOU MAHAMADOU

Le Premier Ministre

BRIGI RAFINI

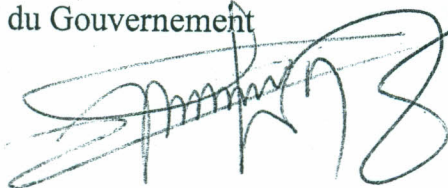
Le Ministre Directeur de Cabinet
du Président de la République

OUHOUMODOU MAHAMADOU

Le Ministre des Finances

MASSOUDOU HASSOUMI

Pour ampliation :
Le Secrétaire Général
du Gouvernement



ABDOU DANGALADIMA